



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 11 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22 mars 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VIBRANTZ FRANCE

43 rue Jeanne d'Arc
52100 Saint-Dizier

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 mars 2024 dans l'établissement VIBRANTZ FRANCE implanté 43 rue Jeanne d'Arc 52100 Saint-Dizier. L'inspection a été annoncée le 26 février 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre d'un porter-à-connaissance déposé par l'exploitant en septembre 2020 pour une modification des conditions d'exploiter, l'inspection des installations classées a procédé à une visite d'inspection afin de prendre connaissance des mesures mises en place.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIBRANTZ FRANCE
- 43 rue Jeanne d'Arc 52100 Saint-Dizier
- Code AIOT : 0005701277
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société VIBRANTZ exploite une unité de fabrication d'émaux pour métaux, verres et céramiques à Saint-Dizier. L'exploitation est autorisée par arrêté préfectoral n°1656 du 20 avril 2010 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Instruction du porter-à-connaissance relatif à un projet de stockage temporaire des eaux usées

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvements et consommations d'eau	AP Complémentaire du 19/04/2016, article 3.1.1	Sans objet
2	Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes	AP Complémentaire du 19/04/2016, article 3.3.8	Sans objet
3	Instruction du porter-à-connaissance relatif au recyclage des eaux de process	Code de l'environnement, R.181-46	Projet abandonné

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant n'a pas eu besoin de mettre en œuvre la modification sollicitée dans son porter-à-connaissance. Le projet est donc abandonné. Par ailleurs, il n'a pas été relevé de non-conformité ou d'anomalie le jour de la visite.

Il est noté néanmoins que la société VIBRANZT a fait l'objet d'une restructuration ces deux dernières années impactant une baisse de production et est contrainte à réorganiser ses méthodes et outils de production. À ce titre, un nouveau porter-à-connaissance relatif aux modifications des conditions d'exploiter sera prochainement déposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/04/2016, article 3.1.1
Thème(s) : Autre, Origine approvisionnement en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées pour une quantité annuelle de 4 000 m³.</p> <p>La consommation d'eau issue du réseau public est destinée aux usages domestiques (sanitaires, ...) et industriels (eau adoucie pour l'alimentation des circuits de refroidissement, fabrication de engobes liquides, fabrication des perles de coloration, alimentation des laboratoires, lavage des sols, appoint des circuits de refroidissement, ...).</p> <p>Des compteurs seront implantés afin de permettre un suivi et une optimisation des consommations d'eau sur les différents postes.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p> <p>Toute modification des usages de l'eau devra faire l'objet d'une information préalable à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est approvisionné en eau par le réseau d'eau public. L'exploitant réalise un relevé et un suivi de ses consommations.</p> <p>L'exploitant a présenté le jour de la visite son mode de gestion de l'eau dans son process. Auparavant, le site disposait une station de traitement de ses eaux de process, mais cette dernière n'était plus compatible avec le type d'effluent à traiter.</p> <p>En conséquence, l'exploitant a mis en place un cristalliseur-concentrateur et est aujourd'hui en rejet zéro. En effet, depuis 2021, les eaux issues du laboratoire et des lignes de productions sont collectées et recyclées dans le process.</p> <p>Les eaux collectées passent dans le cristalliseur-concentrateur générant un concentrât, qui est dirigé sur un filtre presse pour obtenir une eau distillée stockée en cuve et réinjectée dans le process. Il en résulte également des boues et un filtrat qui partent tout deux en traitement de déchet dans des filières idoines.</p> <p>Dans l'atelier de lavage où les cuves sont lavées, l'eau est collectée, filtrée et réintégrée dans la préparation d'engobes liquides.</p> <p>Le volume recyclé pour l'ensemble du site représente environ 480 m³/an.</p> <p>De par ce fonctionnement, l'eau de ville consommée alimente les laboratoires (bâtiments 3, 5, 7) et en appoint les ateliers de process (bâtiments 15 et 16) ; ce qui représente un volume d'eau consommé de 3 596 m³ pour l'année 2023.</p> <p>Par ailleurs il est noté que l'exploitant réalise une communication auprès de son personnel sur les bonnes pratiques à adopter lors d'un déclenchement d'alerte sécheresse. Il est noté également que le site ferme durant 3 semaines en août limitant la consommation d'eau sur cette période.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/04/2016, article 3.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.
Constats : De par la mise en place du traitement et recyclage des eaux de process, ces dernières sont bien collectées séparément. Le site ne présente plus de point de rejet d'eau de process. De plus, le réseau d'eaux pluviales est également distinct et présente deux points de rejet qui font l'objet d'une autosurveillance semestrielle. Ce point ne présente pas d'observation complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Code de l'environnement, R.181-46
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des eaux polluées et des eaux résiduelles internes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p>III.-Pour les installations relevant de l'article L. 515-32 :</p> <p>1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas :</p> <p>a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;</p> <p>b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut ;</p> <p>2° Sont regardées comme notables, lorsqu'elles ne relèvent pas du 1° :</p> <p>a) Toute augmentation ou diminution significative de la quantité ou toute modification significative de la nature ou de la forme physique de la substance dangereuse présente, ayant fait l'objet d'un recensement par l'exploitant en application du II de l'article L. 515-32, ou toute modification significative des procédés qui l'utilisent ;</p> <p>b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil haut devient un établissement seuil bas ; dans ce cas, l'arrêté complémentaire mentionné au dernier alinéa du II est pris après une consultation du public, dans les conditions de l'article L. 123-19-2.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant avait déposé un porter-à-connaissance en date du 19 mars 2020. Lors de la visite, l'exploitant a confirmé qu'il n'avait pas eu besoin de mettre en œuvre la modification sollicitée. <u>Le projet est donc abandonné.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite